

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/France-Un-gouvernement-qui-marche-sur-la-tete>

# France : Un gouvernement qui marche sur la tête...

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : dimanche 28 octobre 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France pour 2013 reste un sujet de dissension entre le gouvernement et les économistes. Le premier maintient, officiellement, sa prévision d'une croissance faible, mais positive, de 0,8 %. Il a fondé le calcul de son budget sur cette prévision. Cependant nombre d'officiels admettent, en privé et sous réserve de ne pas être cités, que l'on sera « quelque part » entre 0,5 % et 0,3 %. Ceci est cohérent avec calculs réalisés par diverses institutions.

### Prévisions pour 2013

Source	Date	%
FMI	Octobre 2012 [ <a href="#">ICI</a> ]	0,4 %
OCDE	Mai 2012	1,2 %
Commission européenne	Mai 2012	1,3 %
Gouvernement	Septembre 2012	0,8 %
Consensus	Octobre 2012	0,3 %

On peut déjà noter qu'un réajustement a eu lieu entre les prévisions de l'OCDE ou de la Commission européenne - qui datent du printemps dernier - et celles du FMI - publiées en octobre, mais faites fin août et début septembre - et enfin du « consensus des économistes », réalisées au début du mois d'octobre. On constate que plus tardive est la prévision, plus mauvais en est le résultat. Cela n'a rien d'étonnant, la France étant clairement sur une pente d'entrée en récession. Les derniers résultats impliqueraient que sans mesures fiscales supplémentaires - pour l'instant exclues par le premier ministre - l'objectif des 3 % de déficit budgétaire pour 2013 ne pourra être tenu. Des personnalités de premier plan, comme le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone [1], ont déjà lancé des ballons d'essai sur ce point. Mais la réalité risque de se révéler bien plus sérieuse qu'un écart de 0,5 % entre les prévisions et le résultat définitif.

### Facteurs positifs et négatifs

Commençons par un inventaire des facteurs qui vont peser sur la croissance.

- **(a) L'ajustement budgétaire et fiscal.** Cet ajustement doit porter sur 30 milliards d'euros, soit 1,5 % du PIB. L'impact sur la croissance dépendra bien évidemment du « multiplicateur des dépenses publiques » [2]. On sait que ce dernier oscille de 0,7, dans les modèles utilisés en prévision, à des valeurs constatées (et non prévues) de 1,7 à 2,2 dans les cas de l'Espagne et de l'Italie. Si la valeur effective du multiplicateur n'est que de 1,2, cela signifie qu'une conjonction de hausse des impôts et de baisse des dépenses de 1,5 % du PIB devrait entraîner une contraction de 1,8 % de ce dernier. Si la valeur du « multiplicateur » atteint 2 (intermédiaire entre la valeur observée sur l'Espagne et sur l'Italie), c'est à une baisse de 3 % de la croissance qu'il faut s'attendre. Ces projections, appliquées à la prévision réalisée en mai 2012 par l'OCDE impliquent une contraction de l'activité en 2013 comprise entre -0,6 % et -1,8 %.
- **(b) L'impact des politiques d'austérité menées dans les autres pays** Les pays dans le voisinage immédiat de la France (Espagne, Italie, Grande-Bretagne) conduisent aussi des politiques violentes d'austérité. Ceci devrait avoir un effet très négatif sur les exportations françaises en 2013.
- **(c) La contraction de la demande intérieure** Par ailleurs, la contraction de la demande intérieure risque d'être

plus élevée que prévu car, avec la détérioration rapide de la situation de l'emploi, il faut s'attendre à une augmentation de l'épargne de précaution des ménages (variable traitée de manière très discutable dans les modèles de prévision). Dès lors, outre les prélèvements sur les revenus des ménages et des entreprises, une partie supplémentaire du revenu des ménages restant ne sera pas dépensée en consommation, mais sera épargnée. Ceci va entraîner une baisse plus profonde que prévu de la consommation, et donc de la demande pour les entreprises.

- **(d) Les anticipations des entrepreneurs** C'est aujourd'hui un cliché de dire que ces anticipations sont assez négatives. Les entreprises, escomptant une baisse de la demande, vont elles-mêmes réduire leur volume de production, quitte à accroître leurs prix si elles ont sous-estimé la demande. La baisse de l'investissement qui en résultera va contribuer d'autant plus à la baisse de la demande globale.

Face à ces perspectives peu engageantes, de quels outils dispose le gouvernement pour relancer l'activité ?

- **(a) La Banque publique d'investissement** Elle doit procurer aux petites et moyennes entreprises des financements de l'ordre de 10 % de leurs besoins (20 milliards d'euros par rapport à 200 milliards de besoins exprimés). Ce n'est pas négligeable, mais ne saurait en aucun cas être suffisant pour relancer l'investissement.
- **(b) Une petite partie des 40 milliards annuels d'investissements** que le gouvernement a arrachés à l'Allemagne en contrepartie de son engagement à faire voter le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Ces éléments positifs - et on le regrette - sont très loin de compenser les éléments négatifs cités plus haut. La croissance réelle en 2013 sera plus probablement comprise entre -0,5 % et -0,8 % que proche des +0,8 % auxquels le gouvernement s'accroche avec l'énergie du désespoir.

### Conséquences

Entre les prévisions du gouvernement et la réalité on doit donc s'attendre à un écart compris entre -1,3 % et -1,6%. Cet écart signifie deux choses :

- le PIB sera inférieur aux prévisions de 26 à 32 milliards d'euros en 2013. D'où une baisse des recettes fiscales de 11,7 milliards à 14,4 milliards ;
- la hausse du chômage sera supérieure à ce qui est attendu aujourd'hui, comme nous l'avons déjà indiqué à de multiples reprises. Ceci devrait entraîner entre 3 et 5 milliards de dépenses supplémentaires.

On aboutit donc à un surcroît de déficit compris entre 15 milliards et 19,5 milliards. Autrement dit, le déficit devrait se monter non pas à 3%, mais entre 3,75 % et 4 % du PIB. Le gouvernement devra alors soit prélever entre 15 et 19,5 milliards d'impôts supplémentaires (ou réaliser de nouvelles compressions de dépenses publiques), avec des effets désastreux pour la croissance [\[3\]](#), soit se décider à laisser filer le déficit budgétaire. Il est en fait probable qu'il choisisse la seconde solution. Néanmoins, la France ne pourrait toujours pas atteindre en 2014 l'objectif des 3% de déficit budgétaire, et ceci même sans choc externe majeur en provenance d'Espagne ou d'Italie.

La question maintenant posée est de savoir pourquoi le gouvernement s'enferme dans une politique qui n'a aucune chance de réussir et qui, par-dessus le marché, mettra la France en contravention avec un traité qu'elle a ratifié. Il n'y a là ni raison ni logique. Seule l'idéologie commune à une partie de la « gauche » et de la droite peut expliquer ce comportement. Ce qui est effrayant, dans la situation actuelle, est moins la réalité de l'économie, qui - on l'accorde - n'a rien de réjouissant, que l'écart entre une représentation « officielle », appuyée par une partie de la presse, et cette même réalité qui, inéluctablement, finira par s'imposer.

Lénine faisait remarquer que « les faits sont têtus » [4]. Ces faits ne conduiront certes pas à l'insurrection (du moins pas encore) mais ils condamnent de manière irrémédiable la politique du gouvernement qui consiste à s'aligner sur le cours austéritaire dicté par Angela Merkel. Quand il ne passe pas son temps à se déchirer ou dans combinaisons politiques aux accents ubuesques, ce qui reste de l'UMP ne propose d'ailleurs pas autre chose.

La politique économique du gouvernement appartient à une époque révolue. Contre la récession dans laquelle la France est déjà engagée, et surtout contre la dépression qui menace de s'abattre sur elle, avec une terrible et rapide augmentation du chômage, il faut d'urgence une autre politique.

\* Directeur d'études à l'EHESS et directeur du CEMI-EHESS

[Medelu](#). Paris, 24 octobre 2012.

---

[1] Le 14 octobre, il a qualifié d' « absurde » l'objectif des 3 % de déficit. Voir [Europe 1](#)

[2] Sur ce point voir Jacques Sapir, « [Quelques commentaires sur le rapport du FMI World Economic Report, octobre 2012 \(II\)](#) ». Billet publié sur le carnet Russeurope le 14 octobre 2012.

[3] En utilisant la même méthodologie, un nouveau prélèvement de 15 milliards devrait aboutir à une nouvelle contraction du PIB de 18 à 30 milliards, soit de 1 à 1,5 %. En admettant qu'une partie de l'effet soit décalée sur 2014, la croissance serait ainsi réduite de -0,5 % à -0,7 5%, soit, compte tenu des projections à moyen terme un pronostic de -0,1 à -0,4 % pour cette année.

[4] Lénine, « Lettre aux camarades », Ruvres Complètes, Éditions du Progrès, T. 26, pp. 139-196, 198-216 et 222-226.